

MINISTÈRE
DE
L'ENVIRONNEMENT

Luxembourg, le

14 AVR. 2000

Autorisation N° : 1/98/0323



LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la demande du 14 août 1998 et les informations supplémentaires du 14 septembre 1998, présentées par la société RECYMA S.A., 7, rue Alcide de Gaspéri, L-1615 Luxembourg/Kirchberg, aux fins d'obtenir l'autorisation de pouvoir procéder à l'aménagement et l'exploitation d'un centre régional de gestion de déchets inertes, sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section E de Hosingen, sous les Nos 885/2687, 886, 887/2836 (partie), 888/3187 (partie), 890/1112, 891, 892, 893, 895/2837, 898, 899, 900, 901/2688, 902/2689, 932/2, 932/2707, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 929/3022, 1007/2714, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 945/2091, 999/3045, 1000, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349 et 1009/2350; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:

- ♦ une décharge à ciel ouvert pour matières inertes, d'une capacité de 1'300.000 m³ et comprenant les éléments suivants:
 - quatre conteneurs abritant les bureaux et installations sanitaires;
 - un conteneur destiné au stockage de pièces de rechange;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4.000 m³ pour matières inertes destinées à être recyclées;
 - un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4.000 m³ pour matières inertes recyclées;
 - quatre conteneurs destinés à l'entrestockage de déchets/résidus résultant des activités de recyclage;
 - une aire de ravitaillement et de stationnement d'une surface d'environ 400 m²;
 - une installation de lavage de pneus;
 - une bascule;
 - deux bassins de rétention d'eaux une capacité totale d'environ 1.000 m³;
- ♦ une installation mobile de recyclage- concassage/criblage d'une capacité maximale de 150 Mg/heure;



Vu la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et notamment l'article 31 stipulant que toute demande introduite avant l'entrée en vigueur de la loi du 10 juin 1999 et dont l'affichage a été effectué, est traitée suivant les modalités de la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu le règlement grand-ducal du 18 mai 1990 tel que modifié par règlement grand-ducal du 9 novembre 1993 déterminant la liste et le classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu la circulaire ministérielle du 27 mai 1994 portant application de la meilleure technologie disponible pour la détermination de seuils recommandés pour les rejets dans l'air en provenance des établissements industriels et artisanaux;

Vu l'évaluation d'impact élaborée en juillet 1998 par l'organisme agréé OEKO-BUREAU;

Vu l'évaluation N° 933/421806/02 relative à l'impact acoustique de l'établissement, effectuée en juillet 1998 par l'organisme agréé TÜV Rheinland;

Vu l'évaluation relative aux émissions et immissions de poussières résultant de l'exploitation de la décharge, effectuée en juillet 1998 par l'organisme agréé Helmut KUMM;

Vu le courrier présenté en date du 21 septembre 1998 par l'organisme agréé Helmut KUMM;

Vu la prise de position du 14 août 1998 relative aux conclusions et recommandations formulées dans le cadre des évaluations précitées; que plus particulièrement le requérant déclare que toutes les conclusions et recommandations formulées par les organismes agréés dans le cadre des évaluations précitées seront respectées;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis *favorable* du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Hosingen;

Considérant que lors de l'enquête publique aucune réclamation n'a été introduite contre le projet en question;

Vu l'avis séparé du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Hosingen;

Considérant que la plus part des remarques formulées dans le cadre de cet avis ce réfèrent à des aspects qui ne relèvent pas de la compétence du Ministre de l'Environnement;

Considérant que conformément aux dispositions de la législation relative aux établissements classés, les modalités concernant la désaffectation de la décharge après la cessation des activités seront déterminées en détail dans un arrêté séparé en vertu de cette législation;

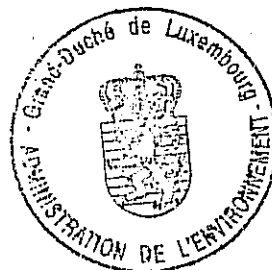
Considérant que les aspects concernant l'acceptation, la gestion et le contrôle des déchets acceptés à l'établissement ainsi que les exigences en matière de qualification spécifique du personnel tombent sous le champs d'application de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets;

Considérant que d'une manière générale, les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter l'impact sur l'environnement au strict minimum;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

ARRÊTE:

Article 1er: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:



I) Eléments autorisés:

1) Sont autorisés sur un fonds sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section E de Hosingen, sous les Nos 885/2687, 886, 887/2836 (partie), 888/3187 (partie), 890/1112, 891, 892, 893, 895/2837, 898, 899, 900, 901/2688, 902/2689, 932/2, 932/2707, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 929/3022, 1007/2714, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 945/2091, 999/3045, 1000, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349 et 1009/2350, les éléments suivants:

Désignation de l'activité Volume/Capacité de l'équipement/l'installation	Numéro de nomenclature	classe
♦ une décharge à ciel ouvert pour matières inertes, d'une capacité de 1'300.000 m ³ et comprenant les éléments suivants:	146	1
• quatre conteneurs abritant les bureaux et installations sanitaires;		A/C
• un conteneur destiné au stockage de pièces de rechange;		A/C
• un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4.000 m ³ pour matières inertes destinées à être recyclées;	361.A	1
• un dépôt à ciel ouvert d'une capacité de 4.000 m ³ pour matières inertes recyclées;	268	2
• quatre conteneurs destinés à l'entrestockage de déchets/résidus résultant des activités de recyclage;		A/C
• une aire de ravitaillement et de stationnement d'une surface d'environ 400 m ² ;		A/C
• une installation de lavage de pneus;		A/C
• une bascule;		
♦ deux bassins de rétention d'eaux ayant une capacité totale d'environ 1.000 m ³ ;		A/C
♦ une installation mobile de recyclage- concassage/criblage d'une capacité maximale de 150 Mg/heure;	371.A et 76.a	1 1

A/C = installations annexes et connexes

Remarque quant au régime d'autorisation: Il résulte du tableau ci-avant que les éléments autorisés relèvent de différentes classes. Toutefois, conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 9 mai 1990 l'ensemble de l'établissement/entreprise tombe sous le régime de la classe 1, y compris tous les éléments annexes et connexes.

II) Modalités d'application:

1) Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément à la demande du 14 août 1998, aux informations supplémentaires du 14 septembre 1998 et aux plans et

indications techniques contenus dans le dossier de la demande, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

2) Le présent arrêté ne dispense pas de l'octroi des autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres textes législatifs applicables en la matière.

3) Sauf indication contraire, les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement doivent être tenus à disposition des autorités compétentes auprès de l'entreprise pendant un délai de cinq ans.

4) L'exploitant doit se conformer aux conditions et restrictions qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la salubrité et de la commodité, par rapport au public, au voisinage, ainsi qu'à l'environnement humain et naturel.

5) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois.

L'exploitant doit communiquer préalablement à l'administration de l'Environnement la date du début du chantier ainsi que la date de démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension ou toute transformation de l'établissement.

7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie du présent arrêté doit être mise à la disposition des autorités de contrôle compétentes.

9) Toute cessation d'activité, même partielle, doit être déclarée aux autorités compétentes.

10) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

III) Conditions spécifiques:

en général:

1) D'une manière générale, les travaux de mise en décharge ainsi que les activités de recyclage-concassage/criblage ne peuvent avoir lieu que les jours ouvrables entre 7⁰⁰ heures et 18⁰⁰ heures. En cas de besoin, les travaux de mise en décharge peuvent avoir lieu exceptionnellement les jours ouvrables entre 7⁰⁰ heures et 22⁰⁰ heures et les travaux de recyclage-concassage/criblage entre 7⁰⁰ heures et 19⁰⁰ heures.



concernant les activités de recyclage de matières inertes:

2) La mise en place de l'installation de recyclage-concassage/criblage ne peut se faire que sur l'aire prévue et aménagée à cette fin.

concernant les déchets/résidus résultant des activités de recyclage-concassage/criblage:

3) Sans préjudice des dispositions des autres chapitres du présent arrêté, la collecte et le stockage des déchets/résidus en question doit se faire conformément aux dispositions du chapitre «Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement» du présent arrêté.

4) D'une manière générale, les transferts, l'élimination et/ou la valorisation des déchets/résidus doivent se faire conformément aux dispositions de la législation applicable en la matière.

IV) Protection de l'air:

concernant les exigences en général:

1) D'une manière générale, l'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par de mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

2) Tout brûlage à l'air libre est interdit sur le site.

concernant les substances organiques halogénées:

3) Toute utilisation et tout stockage de produits organiques halogénés sont interdits.

concernant l'installation de recyclage-concassage/criblage:

concernant les exigences en matière d'émissions du (ou des) moteur(s) Diesel actionnant l'installation de recyclage-concassage/criblage respectivement le (les) groupe(s) électrogène(s):

5) Le (ou les) moteur(s) Diesel doi(ven)t respecter les limitations suivantes:

- la teneur en poussières doit être inférieure à 100 mg/Nm³;
- la teneur en monoxyde de carbone doit être inférieure à 650 mg/Nm³;
- la teneur en oxydes d'azote exprimés en tant que dioxyde d'azote doit être inférieure à:
 - * 4000 mg/Nm³ pour les moteurs ayant une puissance inférieure à 100 kW;
 - * 2000 mg/Nm³ pour les moteurs ayant une puissance de 100 à 200 kW;
 - * 1000 mg/Nm³ pour les moteurs ayant une puissance supérieure à 200 kW

Les valeurs mentionnées ci-avant se rapportent à 5% en volume de O₂.



6) La teneur en soufre du carburant utilisé ne doit pas dépasser 0,05 % et doit être adaptée, le cas échéant à la législation afférente.

concernant les exigences en matière de l'installation de recyclage-concassage/criblage:

7) L'installation doit être construite et exploitée de façon à ce qu'elle ne produise ni d'incommodation pour le voisinage ni d'effets négatifs pour l'environnement, à cette fin:

- l'installation doit être munie d'un système de pulvérisation d'eau approprié et efficace afin de limiter la formation et l'envol de poussières au strict minimum, le cas échéant, des moyens supplémentaires doivent être mis en oeuvre afin de garantir une protection efficace de l'environnement;
- la hauteur de déversement des produits doit être limitée à 2 mètres (produits déversés des convoyeurs).

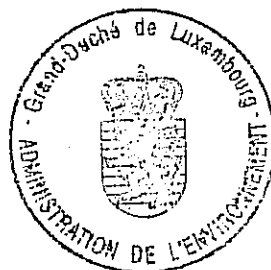
concernant le stockage au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis:

8) Les stockages au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à éviter les envois de poussières au strict minimum. A cette fin des mesures tel que l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs sont à mettre en oeuvre, le cas échéant.

concernant l'aménagement des voies d'accès et des aires de manoeuvres:

4) Afin d'éviter tout envol de poussières notamment pendant les périodes sèches

- a) les chemins d'accès ainsi que les aires de manoeuvres et de stockage situées en dehors du corps de la décharge proprement dite doivent:
- être consolidés à l'aide d'un revêtement de roulement (macadam ou autre produit équivalent);
 - être nettoyés convenablement moyennant des engins appropriés efficaces, garantissant un nettoyage sans envol de poussières;
 - être arrosés régulièrement (le cas échéant).
- b) les chemins d'accès sur le corps de la décharge proprement dite doivent être consolidés (stabilisés) à l'aide d'un matériau de roulement approprié. Les chemins d'accès doivent être entretenus en parfait état. En cas de besoin et notamment par temps sec ces chemins doivent, le cas échéant, être régulièrement arrosés.
- c) l'exploitant doit prévoir des mesures appropriées pour garantir le respect des limitations de vitesses.



Les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique. A cet effet les véhicules/engins sortant de l'établissement doivent passer par l'installation de lavage de pneus.

Afin de limiter la formation et l'envol de poussières sur le chemin d'accès vers le site de l'établissement, l'exploitant doit procéder, le cas échéant, au nettoyage de celui-ci.

concernant l'aménagement et l'exploitation de la décharge pour matières inertes:

5) D'une manière générale, l'exploitant doit, dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de la décharge, mettre en oeuvre des mesures appropriées (merlons, engazonnement, plantations, etc.) afin de réduire l'effet d'érosion éolienne et l'envol de poussières au strict minimum.

6) Afin de limiter l'impact des émissions de poussières sur la population avoisinante au strict minimum pendant les périodes de temps sec, l'incorporation des matières inertes dans la décharge doit, dans la mesure du possible, se faire dans l'endroit le plus éloigné des maisons d'habitation avoisinantes, ceci pour chaque phase de remblayage.

V) Protection des eaux:

en général:

1) Tout déversement d'eaux usées et d'eaux de surface pouvant provoquer des pollutions ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux et à compromettre leur conservation et leur écoulement, dans un cours d'eau ou dans le milieu ambiant en général est interdit.

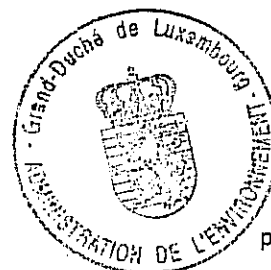
concernant l'évacuation des eaux usées en provenance des locaux administratifs et des installations sanitaires:

2) Toutes les eaux usées (eaux sanitaires, eaux de cuisine, eaux de nettoyage) doivent être évacuées vers une fosse septique d'une contenance d'au moins 3 m³. Cette fosse septique doit être construite suivant la norme allemande DIN 4261.

3) L'effluent de la fosse septique est à raccorder à un champ d'infiltration souterrain à réaliser suivant la norme allemande DIN 4261.

4) Les boues décantées dans la fosse septique doivent être vidangées au moins une fois par année et chaque fois qu'il y a nécessité, par une entreprise dûment autorisée à cet effet.

5) Avant sa mise en exploitation la fosse septique doit être remplie d'eau jusqu'au trop-plein.



6) Les eaux de surface et de toiture ne doivent pas être raccordées à la fosse septique, mais infiltrées directement dans le sol.

concernant l'aire de ravitaillement/stationnement et l'installation de lavage de pneus:

7) Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, en provenance de l'aire de ravitaillement/stationnement, de l'installation de lavage de pneus, du débourbeur et du (des) bassin(s) de rétention/décantation, doivent être traitées dans une installation de séparation d'hydrocarbures (Oelabscheider) avant d'être évacuées vers le 1^{er} bassin de rétention.

8) Les mesures destinées à protéger l'environnement doivent être au moins celles fixées par la norme allemande DIN 1999 et la norme DIN EN 858. L'installation de séparation d'hydrocarbures (Abscheideanlage für Leichtflüssigkeiten, separators for light liquids) doit être conçue et installée de façon à respecter dans les effluents rejetés une teneur en hydrocarbures de 10 mg/l en tenant compte d'une intensité pluviale de 200 l/sec.ha. L'installation doit être munie d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Un regard séparé doit être placé en aval de cette installation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et, d'une façon générale, le contrôle du bon fonctionnement de l'installation de séparation.

9) L'installation de séparation d'hydrocarbures doit toujours être maintenue en bon état de fonctionnement et débarrassée aussi souvent qu'il est nécessaire des boues et des liquides retenus.

Les boues et les liquides retenus doivent être éliminés conformément aux conditions relatives à l'élimination des déchets dangereux, telles que stipulées dans le chapitre «Prévention et gestion des déchets résultant de l'exploitation normale de l'établissement».

Les pièces justificatives des nettoyages doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle pendant cinq ans sur le lieu d'exploitation.

10) Les eaux de pluie originaires des surfaces consolidées et des toitures et qui ne sont pas polluées par des hydrocarbures ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas passer par le séparateur d'hydrocarbures susmentionné.

11) L'utilisation de flocculants est interdite dans le cadre de l'installation de lavage de pneus.

concernant les eaux pluviales:

12) Toutes les eaux de surfaces non polluées collectées par le système de drainage sont à raccorder au 1^{er} bassin de rétention.

concernant les bassins de rétention d'eaux:

13) Le trop-plein du 1^{er} bassin de rétention doit être muni d'une paroi plongeante permettant de retenir les hydrocarbures et les matières flottantes. Les hydrocarbures et les matières flottantes retenus doivent être éliminés conformément aux conditions relatives à

l'élimination des déchets telles que stipulées dans le chapitre «Prévention et gestion des déchets résultant de l'exploitation normale de l'établissement».

14) Le point ainsi que le débit de rejet du 2^{ème} bassin doivent être choisis de façon à éviter toute érosion des berges et la perturbation hydraulique du cours d'eau récepteur.

concernant l'utilisation de détergents:

15) Les détergents utilisés en rapport avec l'exploitation de l'établissement doivent avoir un taux de biodégradabilité d'au moins 80 % et, en général, correspondre aux dispositions de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents et des règlements grand-ducaux pris en exécution de cette loi.

VI) Protection du sol et du sous-sol:

concernant le stockage et la manipulation des produits inflammables, toxiques corrosifs ou dangereux pour l'environnement:

(à l'exception du stockage de gasoil-chauffage, de gasoil-routier et d'essence):

les exigences générales:

1) D'une façon générale, l'entreposage des produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne peut se faire que dans un ou plusieurs locaux spécialement désignés et aménagés à cet effet. En plus ces produits doivent être entreposés dans des récipients (réservoirs) ou emballages répondant aux exigences stipulées ci-dessous.

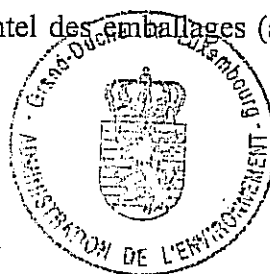
2) Le stockage et la manipulation de ces produits doit être effectués sur des aires étanches permettant de recueillir des fuites éventuelles.

3) Les matières entreposées doivent pouvoir être identifiées moyennant des enseignes (étiquettes) d'une taille appropriée permettant une identification bien intelligible. En tout cas, les enseignes doivent indiquer en caractères très lisibles le nom du produit et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.

4) Les produits liquides polluants et toxiques pour l'environnement doivent être stockés dans des récipients (réservoirs) spécialement prévus à cet effet. Ces récipients doivent être adaptés, selon les meilleures connaissances techniques, au type de produits qu'ils contiennent.

5) Les produits de nature diverse qui au moment de leur contact peuvent donner lieu à des réactions chimiques et/ou physiques dont notamment le dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, l'incendie ou l'explosion, doivent être exploités et entreposés de façon séparée de sorte que leur contact sous quelque forme que ce soit, soit rendu impossible.

6) Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).



7) L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

8) L'exploitant doit tenir en réserve un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre.

les exigences en matière du stockage de produits liquides dans des récipients mobiles:

9) D'une façon générale, les produits chimiques liquides (laques, solvants, acides, bases, etc.) doivent être contenus dans des récipients construits suivant les règles de l'art. Ces récipients doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

10) Les récipients doivent être placés dans une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

11) Afin de garantir une étanchéité parfaite des cuves, celles-ci doivent être du type préfabriqué. Leur étanchéité pour le type de produit qu'elles peuvent contenir doit être certifiée par leur fabricant.

12) Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

13) En dessous des bouches de soutirage de récipients, des cuves ou des matériaux absorbants sont à prévoir afin de pouvoir recueillir ou absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement.

concernant le ravitaillement en carburant des engins de chantier:

en général:

14) D'une façon générale, le ravitaillement des engins et véhicules de chantier doit se faire sans entraîner de fuite ou de perte de carburant.

Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par une personne.

15) Tout écoulement d'hydrocarbures dans le sol est interdit. Toutes mesures doivent être prises pour éviter un écoulement d'hydrocarbures dans le sol.

16) Toute perte d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

17) L'exploitant doit tenir en réserve un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les combustibles accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre. En outre



l'exploitant doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

18) Les couches d'hydrocarbures se déposant sur le sol de l'aire de ravitaillement doivent être régulièrement enlevées.

concernant l'aire de ravitaillement:

19) Pendant toute la durée de l'exploitation, le sol de l'aire de ravitaillement doit être uni et imperméable jusque y compris les caniveaux recueillant les eaux de l'aire de ravitaillement. Ainsi, une protection efficace contre l'infiltration d'hydrocarbures dans le sous-sol ou les eaux souterraines doit être garantie pendant toute la durée de l'exploitation de l'aire de ravitaillement.

20) L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures. Cette preuve doit être fournie en référence aux normes allemandes, notamment les normes DIN, (béton notamment DIN 1045, caniveaux notamment DIN 4033, DIN 4060, DIN 19543), "Anforderungen an Abfüllanlagen für Tankstellen" de la "Länderarbeitsgemeinschaft Wasser LAWA" et de la norme "KIWA Beurteilungsrichtlinie BRL-K781/01".

21) Si l'étanchement se fait à l'aide d'un béton, les fissurations du béton sont à considérer comme étant très préjudiciables. Avant la mise en place du béton, la preuve doit être apportée qu'un type de béton adéquat sera appliqué.

22) Les fissures doivent être bouchées par injection dans un délai d'un mois après leur constat.

23) En cas de déformation importante de la dalle ayant entraîné la rupture de celle-ci, cette dalle doit être renouvelée entièrement.

24) Les caniveaux recueillant les eaux de l'aire de service doivent être conformes à la norme DIN 19580. Ces caniveaux, y compris les joints de ces caniveaux, doivent être étanches aux hydrocarbures et à l'eau, de sorte à éviter toute infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines. L'étanchéité doit être garantie à l'aide de caniveaux en béton polymère ou bien par l'application d'un revêtement intérieur en PEHD ou similaire si le matériau des caniveaux préfabriqués est un béton B-35 ou B-45 ou bien par des moyens équivalents assurant le même degré d'étanchéité et la même longévité.

25) Les tuyaux de canalisation reliant les caniveaux précités au séparateur d'hydrocarbures doivent être parfaitement étanches aux produits pétroliers. Leur étanchéité doit être contrôlée.

26) La pose des matériaux mis en oeuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

concernant l'installation de lavage de pneus:

27) L'installation de lavage de pneus, le débourbeur et le(s) bassin(s) de rétention/décantation doivent être étanches aux hydrocarbures et à l'eau, de sorte à éviter toute infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines.

28) Les tuyaux de canalisation reliant l'installation de lavage, le débourbeur et le bassin de rétention au séparateur d'hydrocarbures doivent être parfaitement étanches aux produits pétroliers. Leur étanchéité doit être contrôlée.

29) Les installations/équipements doivent être maintenus en parfait état d'étanchéité.

concernant les exigences spécifiques en matière des réservoirs mobiles à gasoil utilisés en relation avec de l'installation de recyclage-concassage/criblage:

les exigences en général:

30) D'une façon générale, le(s) réservoir(s) servant au stockage de gasoil doi(ven)t présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

31) Tous les réservoirs et cuves doivent se trouver en parfait état d'étanchéité.

concernant le(s) réservoir(s) à simple paroi:

32) Le(s) réservoir(s) mobile(s) à simple paroi doi(ven)t être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une (de) cuve(s) étanche(s) aux produits stockés et à l'eau.

Cette (ces) cuve(s) doi(ven)t avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle(s) contien(nen)t;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la (les) cuve(s).

Dans le cas d'un seul réservoir, la (les) cuve(s) aura (auront) une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

Afin de garantir une étanchéité parfaite de la (des) cuve(s), celle(s)-ci doi(ven)t être du type préfabriqué. L'étanchéité pour le type de produit qu'elle(s) peu(ven)t contenir doit être certifiée par le fabricant.

Aucun écoulement automatique vers l'extérieur d'une cuve n'est admis.

33) Le(s) réservoir(s) mobile(s) et la (les) cuve(s) doivent être placés dans un conteneur fermé ou sous un auvent.

concernant le(s) réservoir(s) à double paroi:

34) Le(s) réservoir(s) à double paroi servant à stocker des hydrocarbures, doi(ven)t être muni(s) d'un dispositif de détection de fuite.

35) Toutes les ouvertures et tous les raccords doivent se trouver sur la partie supérieure du réservoir et au-dessus du liquide emmagasiné.

concernant l'entreposage de déchets non-acceptables et/ou de véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux:

36) L'entreposage des conteneurs renfermant des déchets non acceptables et/ou des véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux doit se faire sur l'aire de ravitaillement/stationnement.

37) L'exploitant doit prendre toutes les mesures requises afin de prévenir toute contamination du sol, sous-sol et des eaux.

38) Notamment l'entreposage de déchets non-acceptables doit se faire dans des conteneurs étanches et fermés.

39) La durée d'entreposage doit être limitée au strict minimum.

concernant le stockage des échantillons:

40) Le stockage des échantillons doit se faire à l'abri des intempéries. A cette fin un local ou conteneur fermé, spécialement désigné et aménagé à cet effet doit être prévu.

41) Les échantillons doivent être stockés dans des récipients étanches et résistants aux produits qu'ils sont susceptibles de contenir.

42) Le sol du local ou conteneur en question doit être muni d'un revêtement étanche et inattaquable par les produits susceptibles d'être entreposés, en outre le sol en question ne doit pas être muni d'avaloir.

concernant la décontamination du sol et du sous-sol:

43) En cas de pollution du sol et du sous-sol par des produits/substances (solides, liquides et gazeux) dangereux pour l'environnement (p. ex. à la suite d'une fuite dans un transformateur, d'un réservoir), l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté;
- faire appel à la Protection Civile (tél.: 112);
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'administration de l'Environnement suivant les modalités décrites dans le chapitre «Mesures d'information en cas d'incident ou d'accident».

44) Tout transfert de déchets doit respecter la législation relative aux transferts de déchets dont plus particulièrement le règlement (CEE) No 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ainsi que le règlement grand-ducal du 16 décembre 1996 concernant le transfert national de déchets. Le cas échéant les déchets ne peuvent être transférés vers leurs destinataires qu'après notification préalable conformément à ces

législations et sous le couvert d'un formulaire de mouvement/accompagnement prévu spécialement à cet effet.

45) Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

46) Sur demande motivée de l'administration de l'Environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle. Ce programme doit entre autres comprendre

- un examen approfondi in situ comprenant:
 - des forages ou des sondages dans le sous-sol (*);
 - des analyses de terres et d'eaux souterraines;
 - (le cas échéant) la pose de piézomètres sur l'aire contaminée ou soupçonnée d'être contaminée.

(*) Au moins un forage de reconnaissance doit être réalisé. Dans tous les cas, ce forage doit être plus profond que le niveau inférieur des fondations des ouvrages. Il doit aller en principe jusqu'au niveau de la nappe d'eaux souterraines sans pour autant dépasser la profondeur d'un mètre dans le substratum rocheux.

- un rapport d'évaluation y relatif contenant
 - les résultats des analyses;
 - des coupes indiquant les forages et sondages réalisés ainsi que leur situation;
 - un extrait détaillé de la carte géologique ainsi qu'une coupe géologique schématique montrant les différentes formations géologiques du sous-sol et le niveau de la nappe d'eau souterraine la plus proche.

47) Les modalités concernant l'assainissement et l'élimination des déchets en résultant seront déterminées en détail dans un arrêté ministériel séparé, ceci en vertu de la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

48) L'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport final concernant l'état de pollution du site après décontamination. Des rapports intermédiaires, à dresser par l'organisme agréé, renseignant sur l'état d'avancement des travaux d'assainissement, peuvent être demandés par l'administration de l'Environnement à l'exploitant.

VII) Lutte contre le bruit:

1) D'une façon générale, les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

2) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, le niveau de bruit équivalent en provenance de l'entreprise ne doit pas dépasser
entre 7⁰⁰ h et 22⁰⁰ h, la valeur de 51 dB(A)Leq.



A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, le niveau de bruit équivalent en provenance de l'installation de recyclage-concassage/criblage ne doit pas dépasser la valeur de 46 dB(A)Leq.

Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

3) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

4) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

5) L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.

6) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7) Il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule. L'exploitant devra apposer à l'entrée du site un panneau portant l'inscription: «Coupez le moteur en cas d'arrêt».

VIII) Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement

conditions générales concernant la gestion des déchets:

1) Dans un délai de six mois qui suivent la mise en exploitation de l'établissement, l'exploitant doit adapter son plan de prévention et de gestion des déchets spécifique à son entreprise conformément aux dispositions du présent arrêté. Ce plan doit avoir pour objet les points suivants par ordre de priorité:

- l'information des employés quant à la gestion des déchets;
- les modalités de gestion des déchets au sein de l'entreprise;
- la prévention des déchets;
- la revalorisation des déchets;
- l'élimination écologiquement appropriée des déchets.

Le plan doit être établi en respectant les dispositions du présent arrêté. Il doit mentionner de façon claire et précise les flux des différents déchets ainsi que les quantités respectives.



Le plan doit être établi en respectant les meilleures technologies disponibles au moment de son élaboration. Il doit obligatoirement être revu au moins tous les trois (3) ans.

Sur demande, le plan et, le cas échéant, les modifications qui y ont été apportées sont à présenter à l'administration de l'Environnement.

2) L'exploitant doit désigner un responsable pour la gestion des déchets. Cette personne doit disposer d'une formation suffisante pour assumer ces tâches de façon compétente. Elle est responsable pour l'élaboration, la mise à jour et l'exécution du plan de prévention et de gestion des déchets. Elle doit pouvoir fournir toutes les informations concernant la gestion des déchets de l'établissement aux autorités compétentes.

Le responsable pour la gestion des déchets peut être assisté par d'autres personnes de l'établissement. Pour l'exécution de certaines tâches spécifiques, il peut faire appel à des tiers.

3) Un manuel regroupant les différentes procédures de gestion des déchets spécifiques à l'établissement doit être rédigé et mis à la disposition du personnel. Il doit être conforme au plan de prévention et de gestion des déchets et être, le cas échéant, modifié en conséquence. Sur demande, le manuel doit être mis à disposition de l'administration de l'Environnement. Ce manuel doit obligatoirement mentionner les dates des dernières mises à jour.

4) Le personnel doit recevoir de façon régulière, mais au moins une fois par an, des instructions relatives à la gestion des déchets conformément au plan de prévention et de gestion des déchets. A ces fins, l'exploitant doit désigner une personne compétente qui a la mission de conseiller et de sensibiliser le personnel en matière de gestion des déchets.

5) Pour le 31 janvier au plus tard, l'exploitant doit faire parvenir à l'administration de l'Environnement un rapport annuel concernant la gestion des déchets de l'établissement. Le cas échéant, l'administration peut prescrire l'utilisation d'un format préétabli.

Le rapport annuel doit mentionner au moins les points suivants:

- 1) les quantités de déchets;
- 2) le (ou les) procédé(s) de valorisation;
- 3) le nom et l'adresse exacte du (ou des) destinataire(s) de déchets;
- 4) le nom et l'adresse exacte du (ou des) transporteur(s) et négociant(s) de déchets;
- 5) les mesures prises pour éviter ou réduire la quantité des déchets;
- 6) le(s) nom(s) de la (ou des) personne(s) responsable(s) pour la gestion des déchets;
- 7) le(s) nom(s) de la (ou des) personne(s) responsable(s) pour l'instruction du personnel;
- 8) les dates des séances d'instruction du personnel avec indication des sujets respectifs;
- 9) un plan de l'établissement mentionnant les zones de collecte des déchets avec indication des fractions de déchets collectés par zone.

Les renseignements énumérés aux points 1) à 5) sont à fournir par catégorie de déchets.

6) Les dispositions du présent arrêté relatives à la gestion des déchets sont applicables à toute substance ou produit tombant sous la définition du terme «déchet» telle qu'elle est donnée par la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets. Elles s'appliquent également à tous produits et substances destinés à la valorisation jusqu'à ce que ces produits ou substances, ainsi que les matières premières secondaires ou

l'énergie qui en résulte de l'opération de valorisation soient réintroduits dans le circuit économique.

7) Toute acceptation de déchets provenant de tiers est interdite. Exception est faite lorsque l'exploitant dispose d'installations spécifiques dûment autorisées par le présent arrêté et/ou par la législation applicable dans la matière.

8) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets qu'il produit soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

9) Nonobstant les dispositions du présent chapitre, les dispositions des autres chapitres du présent arrêté s'appliquent également au domaine des déchets par analogie.

10) L'exploitant doit tenir un registre renseignant de façon claire et précise et pour chaque catégorie des déchets sur les points suivants:

- la nature;
- le cas échéant, l'origine;
- la quantité;
- la destination;
- le mode de traitement;
- la date de l'évacuation;
- le nom de la société ayant procédé à l'évacuation des déchets;
- le cas échéant, le numéro du document de suivi sous le couvert duquel le transfert s'est effectué et le numéro d'ordre du transfert.

Les documents relatifs à la valorisation et à l'élimination des déchets sont à conserver pour une durée d'au moins trois (3) ans. Sur demande, ils sont à mettre à la disposition des autorités compétentes de contrôle.

conditions concernant la prévention et la réduction des déchets:

11) Dans toute la mesure du possible, l'exploitant doit se procurer les produits ou substances dont il a besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple. L'utilisation d'emballages à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment par l'exploitant.

12) Dans toute la mesure du possible, les emballages et, le cas échéant, les suremballages des produits ou substances sortant de l'établissement (résultats de production, résidus de production, déchets, etc.) doivent être conditionnés dans des systèmes à usage multiple. L'utilisation de systèmes à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment par l'exploitant.

13) Dans le fonctionnement de son entreprise, l'exploitant est tenu dans toute la mesure du possible d'utiliser des produits ou substances qui:

- se caractérisent par une longévité certaine ou se prêtent à une valorisation en vue de leur utilisation;
- sont fabriqués à partir des matières premières secondaires ou selon des procédés utilisant des technologies propres;



- en comparaison avec d'autres produits et substances donnent lieu à moins de déchets, à des déchets moins nocifs ou à des déchets plus faciles à éliminer ou à valoriser.

14) Dans toute la mesure du possible, le choix des matériaux de construction doit se faire de façon à respecter les principes suivants:

- les matériaux doivent être exempts de substances dangereuses et ne pas être constitués de plusieurs matériaux composites;
- les matériaux doivent être produits selon des technologies respectant au mieux l'environnement et en protégeant au mieux les ressources naturelles;
- les matériaux sont fabriqués à partir de matières premières secondaires;
- les matériaux doivent être facilement valorisables.

conditions concernant la collecte et le stockage des déchets:

15) La collecte des déchets à l'intérieur de l'établissement doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

16) A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte des déchets doi(ven)t être spécialement désignée(s) et aménagée(s) à cet effet. Cette (ou ces) zone(s) doi(ven)t abriter les différents conteneurs ou récipients de collecte pour les différentes fractions de déchets. La (ou les) zone(s) doi(ven)t être aménagée(s) de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté.

17) La (ou les) zone(s) de collecte doi(ven)t être convenablement signalisées et de façon indélébile mentionnant au moins les points suivants:

- le fait qu'il s'agit d'une zone de collecte des déchets;
- les fractions de déchets collectées;
- l'interdiction de fumer;
- le cas échéant le nom et les coordonnées de contact de la personne responsable de la gestion des déchets;
- la mention que toute constatation d'irrégularité doit immédiatement être signalée à la personne responsable pour la gestion de déchets ou, le cas échéant, à la direction.

18) La zone de collecte ainsi que les récipients de collecte doivent être maintenus dans un état de propreté et d'entretien impeccable.

19) La zone de collecte doit être suffisamment éclairée afin de permettre aux personnes qui y travaillent d'effectuer leurs tâches en toute sécurité, même durant les périodes d'obscurité.

20) La collecte des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet. Les récipients de collecte doivent être dans un matériel garanti résistant aux produits qu'ils contiennent. A tout moment, les récipients de collecte

doivent être dans un état d'entretien impeccable. Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides ou semi-liquides doivent être parfaitement étanches.

L'utilisation pour la collecte des déchets de récipients de récupération (notamment de fûts) est interdite. Exception est faite dans le cas où les récipients ont été reconditionnés par une société spécialisée en la matière et disposent d'un certificat de garantie.

21) Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides doivent être placés au-dessus d'une cuve de rétention susceptible de recueillir tout déversement éventuel. Cette cuve doit être tel que mentionné au chapitre «Protection du sol et du sous-sol» et être construite dans un matériel garanti résistant aux produits qu'elle peut contenir. Le cas échéant, différentes cuves séparées doivent être disponibles afin d'éviter le mélange des écoulements provenant de différents types de déchets.

22) Les récipients destinés à recevoir des déchets volatils ou ayant des composantes volatiles (p. ex. solvants, peintures, matériel souillé par des solvants ou des peintures) ou qui présentent une gêne olfactive doivent être maintenus fermés hermétiquement à tout moment sauf pour leur remplissage et, le cas échéant, pour leur vidange. Le cas échéant, les réservoirs ainsi concernés sont à mettre sous dépression avec collecte et traitement des gaz refoulés et/ou connectés électriquement à une terre.

23) Chaque récipient de collecte doit être convenablement étiqueté. Ces étiquettes doivent mentionner au moins la dénomination exacte du déchet contenu. Les étiquettes doivent être de taille suffisante les rendant lisibles, même de loin et confectionnées de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles. Le cas échéant, les normes nationales ou internationales en matière d'étiquetage de substances dangereuses sont à respecter. Toute autre étiquette ou inscription provenant d'une utilisation antérieure doit être enlevée ou être rendue illisible de façon permanente.

24) L'exploitant doit prendre toutes les mesures d'entretien nécessaires pour assurer une évacuation régulière des déchets collectés et entreposés.

25) Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que les déchets collectés ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.

26) Notamment les déchets solides susceptibles de se solubiliser à l'eau doivent particulièrement être entreposés à l'abri des précipitations et des eaux de ruissellement et être protégés contre les envols de matière fine ou pulvérulente.

27) Les zones de collecte et de stockage doivent être indiqués de façon claire et précise dans un plan de situation de l'établissement. Ce plan doit être à la disponibilité du personnel. Sur toute demande, il doit être communiqué aux agents de l'administration de l'Environnement. Ce plan doit constamment être mis à jour.

28) Le raccord des zones de stockage des déchets au réseau d'égouts ou à tout autre système d'évacuation est interdit.

29) S'il y a danger de produits liquides déversés, à tout moment, un stock suffisant de matériel absorbant pour produits écoulés doit être à disposition immédiate. Les zones de

collecte doivent obligatoirement être équipées d'au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

30) En dehors des zones spécialement prévues et aménagées à cet effet, tout entreposage de déchets est interdit.

31) Les zones de collecte et de stockage doivent être équipées d'extincteurs de feu appropriés et en nombre suffisant.

conditions concernant les transferts des déchets:

32) Au cas où l'exploitant se sert de courtiers ou de négociants qui veillent pour son compte à la valorisation ou à l'élimination de ses déchets, il ne peut se servir que d'établissements ou d'entreprises qui disposent d'une autorisation afférente du Ministre de l'Environnement conformément aux dispositions de l'article 10, 2^e tiret de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets.

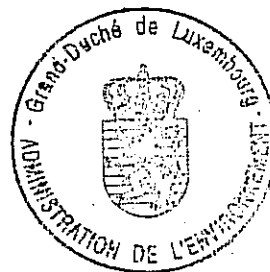
33) Les transferts des déchets de leur lieu de production vers leur lieu de valorisation ou d'élimination ne peut se faire que par un transporteur agréé au préalable par le Ministre de l'Environnement conformément aux dispositions de l'article 10, 1^{er} tiret de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Au cas où l'exploitant de l'établissement procède lui-même au transfert de ses déchets vers un lieu de valorisation ou d'élimination, il doit également disposer de l'agrément mentionné ci-dessus à moins qu'il en soit explicitement dispensé par le Ministre de l'Environnement.

34) Tout transfert de déchets doit respecter la législation relative aux transferts de déchets dont plus particulièrement le règlement (CEE) No 259/93 du Conseil du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ainsi que le règlement grand-ducal du 16 décembre 1996 concernant le transfert national de déchets. Le cas échéant les déchets ne peuvent être transférés vers leurs destinataires qu'après notification préalable conformément à ces législations et sous le couvert d'un formulaire de mouvement/accompagnement prévu spécialement à cet effet.

35) Dans toute la mesure du possible, les déchets doivent soit être transférés vers des installations de valorisation ou d'élimination dûment autorisées et situées au Luxembourg, soit être traités sur place moyennant une installation mobile dûment autorisée. Une exportation de déchets n'est concevable que pour les déchets :

- pour lesquels il n'existe pas d'installations de valorisation ou d'élimination au Luxembourg;
- pour lesquels il n'existe pas de possibilités de traitement par installation mobile;
- qui pour des raisons quelconques ne peuvent pas être acceptés dans les installations situés au Luxembourg.

36) Toute exportation de déchets vers des pays tiers non membres de l'Union européenne à des fins de valorisation ou d'élimination doit être soumise au préalable à une autorisation du Ministre de l'Environnement.



37) Nonobstant de ce qui précède, toute exportation vers des pays non membres de l'O.C.D.E. est interdite.

38) Le transport des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet. Les récipients de collecte doivent être dans un matériel garanti résistant aux produits qu'ils contiennent. A tout moment, les récipients de collecte doivent être dans un état d'entretien impeccable. Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides ou semi-liquides doivent être parfaitement étanches.

39) L'utilisation pour le transport des déchets de récipients de récupération (notamment de fûts) est interdite. Exception est faite dans le cas où les récipients ont été reconditionnés par une société spécialisée en la matière et disposent d'un certificat de garantie.

40) Au cas où les déchets sont transportés dans les récipients de collecte, l'exploitant doit garantir que ces récipients sont appropriés et autorisés pour le transport des substances qu'elles contiennent conformément aux normes internationales afférentes. Les récipients en question doivent être dans un état d'entretien impeccable.

41) Au cas où les déchets sont transvasés des récipients de collecte dans des récipients de transports spécifiques, toutes les mesures doivent être prises pour éviter une perte quelconque des déchets au cours de cette opération. En particulier, lors de transvasements de déchets liquides susceptibles de nuire à l'environnement, les aires de transvasements doivent être équipées de cuves de rétention permettant de recueillir tout déversement éventuel y inclus les pertes pouvant résulter de la manipulation des tuyaux ou autres équipements de transvasement. Ces cuves doivent être construites en un matériel certifié résistant aux produits qu'elles peuvent contenir et de capacité suffisante.

42) Toute déperdition de déchets lors de leur prise en charge par un collecteur doit immédiatement être recueillie de façon appropriée.

43) Lors de la prise en charge des déchets par un collecteur, une personne désignée par l'exploitant doit être présente à l'exception du ramassage des déchets ménagers encombrants ou assimilés.

44) Chaque récipient de transport doit être convenablement étiqueté. Ces étiquettes doivent mentionner au moins la dénomination exacte et la quantité du déchet contenu dans le récipient. Les étiquettes doivent être de taille suffisante les rendant lisibles, même de loin et confectionnées de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles. Le cas échéant, les normes nationales ou internationales en matière d'étiquetage de substances ou produits lors du transport sont à respecter. Toute autre étiquette ou inscription provenant d'une utilisation antérieure doit être enlevée ou être rendue illisible de façon permanente.

conditions concernant la valorisation des déchets:

45) Les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique.

La valorisation des déchets doit obligatoirement concerner toutes les fractions de déchets dont un recyclage peut se faire dans des conditions raisonnables lorsque :



- preuve a été fournie que des déchets du même type en provenance d'autres producteurs - luxembourgeois ou autres - sont déjà recyclés et le transfert de ces déchets vers les installations de recyclage est rationnellement faisable;
- le bilan du recyclage en général est plus favorable pour l'environnement que tout autre procédé d'élimination;
- le transfert vers le centre de valorisation le plus proche peut raisonnablement être imposé à l'exploitant.

46) La valorisation doit concerner en premier lieu le recyclage des matières. Une utilisation des déchets comme source d'énergie n'est concevable que lorsqu'il est établi que le recyclage des matières n'est pas applicable pour les déchets en question.

47) En vue d'assurer leur recyclage, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour procéder à une collecte sélective des différentes fractions de déchets. A ces fins, l'exploitant doit prévoir les infrastructures de collecte nécessaires.

48) Le mélange de différentes catégories de déchets est interdit dans la mesure où ce mélange pourrait nuire à la valorisation des déchets en question.

conditions générales concernant l'élimination des déchets:

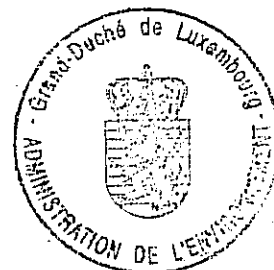
49) L'élimination des déchets doit se faire selon un procédé approprié à la nature du déchet.

50) L'élimination ne peut se faire que dans des installations dûment agréées. L'exploitant est responsable du respect de cette disposition.

51) Sont notamment interdites les méthodes d'élimination suivantes :

- l'incinération quelconque des déchets en dehors d'une installation dûment autorisée à ces fins;
- la mise en décharge des déchets en dehors d'une installation dûment autorisée à ces fins;
- le dépôt incontrôlé des déchets sur ou dans le sol;
- le déversement ou l'écoulement des déchets dans le sol, un cours d'eaux, un plan d'eaux, les eaux souterraines ou la canalisation des eaux usées ou eaux pluviales;
- l'évaporation de déchets volatils ou ayant des composantes volatiles;
- l'incinération ou le déversement en mer;
- le mélange de déchets de différentes natures en vue de provoquer une certaine réaction chimique (p. ex. neutralisation) en dehors d'une installation dûment autorisée à ces fins;
- l'abandon à titre gratuit ou onéreux des déchets à une personne ne disposant pas des agréments requis par la législation en matière de gestion des déchets.
- le stockage permanent des déchets sur ou à l'extérieur de l'installation autorisée par le présent arrêté à l'exception des installations de stockage dûment autorisées à ces fins.

52) Au cas où l'exploitant procède lui-même à l'élimination de ses déchets dans des installations qui lui appartiennent, celles-ci doivent être dûment autorisées au préalable conformément à la législation applicable en la matière.



conditions concernant certaines fractions spécifiques de déchets:

53) Sont considérés également comme déchets dangereux les produits, substances et matériaux contenant (ou contaminés par) des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux. Par la présente disposition sont concernés p. ex. les produits et matériaux suivants: terres polluées, filtres à huiles, chiffons imbibés ou souillés avec des hydrocarbures, des solvants ou des restes de peintures, récipients ayant contenus des substances dangereuses, produits d'absorption usagés, matériaux contenant des substances halogénées, etc.

54) Les boues en provenance, du séparateur d'hydrocarbures, du débourbeur, du (des) bassin(s) de rétention/décantation, sont à considérer comme déchets dangereux, dans la mesure où elles sont contaminées par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

IX) Phase chantier:

condition générale:

1) Une copie du présent arrêté doit être remise à chaque entreprise chargée des travaux de chantier, ceci avant le début des travaux.

concernant la protection de l'air:

2) D'une manière générale, l'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

3) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 100 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un strict minimum.

4) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance supérieure à 100 kW, doivent respecter les limitations suivantes:

- la teneur en poussières doit être inférieure à 130 mg/Nm³;
- la teneur en monoxyde de carbone doit être inférieure à 650 mg/Nm³;
- la teneur en oxydes d'azote exprimés en tant que dioxyde d'azote doit être inférieure à:
 - a) moteur à allumage par compression avec un rendement thermique
 - de 3 MW ou plus 2,0 g/Nm³;
 - de moins de 3 MW 4,0 g/Nm³;
 - b) autres moteurs
 - moteurs à 4 temps 0,50 g/Nm³;
 - moteurs à deux temps 0,80 g/Nm³.

Les valeurs indiquées ci-avant se rapportent à 5% en volume O₂.



Pour les moteurs à allumage par compression toutes les possibilités de réduire autant que possible les émissions d'oxydes d'azote sont à mettre en oeuvre.

5) Sur le chantier ne peuvent être utilisés que des groupes électrogènes qui ont été soumis au courant des trois années précédentes à un contrôle des rejets de polluants dans l'atmosphère, effectué par un organisme agréé.

Les pièces justificatives des contrôles relatifs aux rejets de polluants doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle sur le lieu d'exploitation.

La teneur en soufre des carburants liquides doit être inférieure à 0,05 %.

concernant la protection des eaux:

concernant les eaux de fouilles:

remplir, vérifier

6) Toutes les eaux de fouilles doivent être raccordées, le cas échéant, à un bassin de décantation dimensionné de façon à garantir dans l'effluent une concentration de matières en suspension inférieure à 100 mg/l.

concernant les eaux usées sanitaires:

7) Durant la phase chantier, l'entreprise chargée des travaux doit mettre en place des toilettes chimiques en nombre suffisant. Les eaux usées des toilettes chimiques doivent être recueillies dans une citerne étanche, dépourvue d'un trop-plein. La citerne prémentionnée doit être vidangée régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

8) Les produits chimiques utilisés dans les toilettes prémentionnées ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables, telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.

concernant la protection du sol et du sous-sol:

les exigences en matière de dépôt du gas-oil servant à l'alimentation des engins:

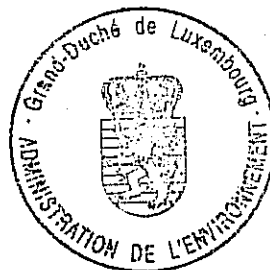
9) Le stockage des hydrocarbures nécessaires aux engins/équipements doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

D'une façon générale, les réservoirs doivent être placés dans une cuve étanche aux produits pétroliers et à l'eau.

Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve.

Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.



N'est (Ne sont) pas couvert(s) par le présent arrêté, le (ou les) réservoir(s) servant à stocker des hydrocarbures (gas-oil, huiles usées, etc..) et ayant une capacité totale supérieure ou égale à 300 litres.

En ce qui concerne plus particulièrement les tonneaux qui contiennent des hydrocarbures, ceux-ci doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits pétroliers et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des tonneaux qu'elle peut contenir (p. ex. conteneur à étagères, Regalcontainer für wassergefährdende Stoffe). En-dessous des bouches de soutirage des tonneaux, des cuves ou des matériaux absorbants doivent être aménagés afin de recueillir ou d'absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

concernant la lutte contre le bruit:

10) Les travaux de chantier ne peuvent pas se faire avant 7⁰⁰ h et après 19⁰⁰ heures.

11) A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, les niveaux de bruit équivalents en provenance de l'entreprise ne doivent pas dépasser

la valeur de 65 dB(A) Leq, causée par les activités de l'ensemble du chantier;

la valeur de 50 dB(A), causée par des sources de bruit émettant des niveaux constants tels que les groupes électrogènes, les compresseurs etc..

Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

12) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

13) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

14) Les niveaux de bruit transmis dans les locaux du voisinage ne doivent pas dépasser la valeur de 40 dB(A). Le niveau de bruit est à mesurer au milieu du local, les portes et fenêtres étant fermées.

concernant la prévention et la gestion des déchets:

les conditions générales:

15) Tous les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les déchets qui se prêtent à une valorisation doivent être collectés, triés et traités de façon notamment à récupérer un maximum de matières premières secondaires.

16) Toute incinération et tout enfouissement de déchets sont interdits.



17) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.

18) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets qu'il produit soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

la prévention des déchets (choix des matériaux de construction):

19) Dans toute la mesure du possible, le choix des matériaux de construction doit se faire de façon à respecter les principes suivants :

- les matériaux doivent être exempts de substances dangereuses et ne pas être constitués de plusieurs matériaux composites;
- les matériaux doivent être produits selon des technologies respectant au mieux l'environnement et en protégeant au mieux les ressources naturelles;
- les matériaux sont fabriqués à partir de matières premières secondaires;
- les matériaux doivent être facilement valorisables.

20) Dans toute la mesure du possible, l'entreprise chargée des travaux doit se procurer les produits ou substances dont elle a besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple. L'utilisation d'emballages à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment.

les déchets généraux résultant de la démolition, de l'excavation et de la construction:

21) La collecte des déchets en question doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination;
- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

22) Les transferts des déchets de leur lieu de production vers leur lieu de valorisation ou d'élimination ne peut se faire que par un transporteur agréé au préalable par le Ministre de l'Environnement conformément aux dispositions de l'article 10, 1er tiret de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Au cas où l'entreprise chargée des travaux de démolition ou d'excavation procède elle-même au transfert de ses déchets vers un lieu de valorisation ou d'élimination, elle doit également disposer de l'agrément mentionné ci-dessus à moins qu'elle en soit explicitement dispensée par le Ministre de l'Environnement.

23) Tout transfert de déchets doit respecter la législation relative aux transferts de déchets dont plus particulièrement le règlement (CEE) No 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ainsi que le règlement grand-ducal du 16 décembre 1996 concernant le transfert national de déchets. Le cas échéant les déchets ne peuvent être transférés vers leurs destinataires qu'après notification préalable conformément à ces législations et sous le couvert d'un formulaire de mouvement/accompagnement prévu spécialement à cet effet.

les déchets inertes non-contaminés résultant de la démolition et de l'excavation:

24) Les matériaux de démolition et d'excavation seront utilisés de préférence au lieu même du chantier.

25) Les déchets inertes résultant de travaux de démolition ou d'excavation ne peuvent être mis en décharge que dans la mesure où l'exploitant fait preuve que ces déchets ne peuvent plus être valorisés ou recyclés et ne présentent pas de contaminations susceptibles de nuire à la santé de l'homme ou à l'environnement de quelque façon que ce soit.

26) La mise en décharge devra se faire dans une décharge autorisée pour déchets inertes. Ces déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les transports afférents se feront en limitant au minimum les pertes et souillures de la voie publique.

27) Avant le commencement des activités sur le chantier, l'entreprise, chargée des travaux de démolition et de terrassement, doit communiquer à l'administration de l'Environnement la décharge vers laquelle les déchets inertes seront évacués ainsi que les quantités estimées.

les déchets inertes contaminés résultant de la démolition et de l'excavation:

28) Les déchets inertes provenant notamment de travaux de démolition et d'excavation sont à considérer comme des déchets dangereux dans la mesure où ils sont contaminés. Sont considérés comme déchets dangereux les produits, substances et matériaux contenant ou contaminés par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

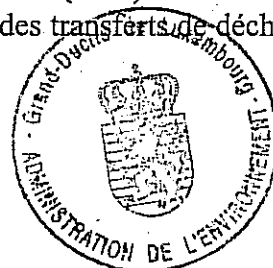
29) En cas de découverte d'une contamination par des produits/substances dangereux pour l'environnement lors des travaux de démolition ou d'excavation,

- toutes les mesures doivent immédiatement être prises afin d'éviter une extension de la contamination;
- l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais possibles l'administration de l'Environnement;
- le plan et la méthode d'assainissement avec une notice d'évaluation des nuisances pour l'environnement lors des travaux d'assainissement doivent être présentés à l'administration de l'Environnement.

30) Les travaux spécifiques de démolition et d'excavation ainsi que les travaux d'assainissement doivent être effectués par une entreprise spécialisée en la matière et doivent être surveillés par un organisme agréé.

31) Les déchets inertes contaminés doivent être remis à un collecteur privé ou public ou à une entreprise qui exécute les opérations d'élimination à condition que ceux-ci soient titulaires d'une autorisation requise à cet effet.

32) Tout transfert de déchets inertes contaminés doit respecter la législation relative aux transferts de déchets dont plus particulièrement le règlement (CEE) No 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée



et à la sortie de la Communauté européenne ainsi que le règlement grand-ducal du 16 décembre 1996 concernant le transfert national de déchets. Le cas échéant les déchets ne peuvent être transférés vers leurs destinataires qu'après notification préalable conformément à ces législations et sous le couvert d'un formulaire de mouvement/accompagnement prévu spécialement à cet effet.

33) Au cas où le volume des déchets inertes contaminés dépasse 200 m³ et une situation d'urgence nécessitant des interventions immédiates afin d'éviter des pollutions ou autres atteintes pour l'environnement n'est pas donnée, une demande d'autorisation relative à la législation des établissements classés doit être introduite en vue de décontaminer un site pollué. Les travaux d'assainissement ne peuvent, dans ce cas, être entamés qu'après la délivrance de l'autorisation.

34) Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement, toute évaporation de substances polluantes ou toute extension de la pollution. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries. Des précautions doivent être prises afin de ne pas mélanger les matières polluées avec des terres provenant d'un autre endroit.

35) Sur demande motivée de l'administration de l'Environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

36) Un rapport final renseignant sur l'état du site après les travaux de démolition et d'excavation doit être établi par l'organisme chargé de la surveillance du chantier et doit être remis à l'administration de l'Environnement.

X) Dispositions particulières:

concernant les règles générales:

1) L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..

2) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie:

3) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de l'établissement pour limiter efficacement la consommation d'énergie (électricité, chaleur, froid).

concernant les dispositions spécifiques relatives à un sinistre (incendie):

4) D'une manière générale l'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement de l'établissement garantissant lors d'un sinistre (incendie) une limitation des incidences sur l'environnement à un strict minimum, notamment en ce qui concerne les rejets de polluants dans l'atmosphère et la contamination des eaux d'extinction.

5) L'administration de l'Environnement pourra, dans le cadre d'un sinistre

- faire procéder à des analyses spécifiques;
- faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets dangereux pour l'environnement;
- charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

XI) Réception et contrôle de l'établissement:

concernant les exigences en général:

1) La réception ainsi que les contrôles requis dans le cadre du présent arrêté ne peuvent être effectués que par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

2) L'administration de l'Environnement doit être informée au préalable de la date exacte de la réception / des contrôles. Une copie de chaque rapport de réception / de contrôle doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'administration de l'Environnement. Simultanément chaque rapport est à envoyer à l'exploitant de l'établissement.

3) Sans préjudice de l'obligation de respecter les conditions du présent arrêté, et pour le cas où un des rapports prémentionnés fait ressortir des points à incriminer (non-conformités, proposition de mesures supplémentaires, modifications, etc.), l'exploitant de l'établissement est tenu d'établir une prise de position détaillée relative aux conclusions et recommandations de l'organisme agréé. Cette prise de position doit en plus comprendre un échéancier précis dans lequel l'exploitant compte se conformer aux exigences du présent arrêté.

Elle est à envoyer à l'administration de l'Environnement dans un délai de trente jours à partir de la date de la lettre d'accompagnement certifiant l'envoi du rapport spécifique aux parties concernées.

4) En outre, l'organisme agréé est tenu lors de la réception / des contrôles de signaler sans délai à l'administration de l'Environnement tout défaut, toute nuisance ainsi que toute situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement, ceci pour l'ensemble de l'établissement.



5) Si nécessaire, l'administration de l'Environnement pourra demander des contrôles et analyses supplémentaires.

6) L'administration de l'Environnement pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des contrôles de l'exploitation sans que l'exploitant ne puisse s'y opposer. En outre, l'exploitant devra supporter les frais de ces contrôles.

7) Afin de permettre que la réception / les contrôles soient réalisés conformément aux exigences requises, l'exploitant doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

concernant la réception des équipements, des installations et de la construction:

8) Avant le démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement, un rapport de réception des équipements, des installations et de la construction doit être établi par un organisme agréé et présenté sans faute à l'administration de l'Environnement. Ce rapport doit contenir entre autres:

- une vérification de la conformité des équipements, des installations, de la construction et des dispositions techniques par rapport:
 - aux indications et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté);
 - aux indications et prescriptions du présent arrêté (ne sont pas visées par la présente les exigences des mesurages pour la détermination des impacts par rapport à l'environnement);
- une vérification que les travaux de mise en place des installations, des équipements, de la construction et des dispositions techniques et antipollution ont été effectués suivants les règles de l'art;
- mentionner toutes les transformations, modifications, extensions, par rapport aux éléments autorisés par le présent arrêté.

concernant le contrôle des conditions en matière de la protection du sol et du sous-sol:

exigence générale:

9) Tous les ans, un organisme agréé doit vérifier la conformité des exigences prescrites dans le chapitre «Protection du sol et du sous-sol» en relation avec les réservoirs et les cuves de rétention.

exigences supplémentaires en matière de l'aire de ravitaillement:

en général:

10) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six mois, le bon fonctionnement de chaque séparateur d'hydrocarbures, notamment le niveau d'eau et la quantité d'hydrocarbures



retenues. La date et le résultat de chaque contrôle doit être noté. Ces notes doivent être tenues à disposition des organes de contrôle.

concernant l'aire de ravitaillement:

11) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six mois, l'état de l'aire de ravitaillement et des joints. En cas d'une dalle en béton, les éventuelles fissures visibles doivent être bouchées par injection. Le cas échéant, les joints défectueux doivent être réparés.

12) L'exploitant doit faire contrôler par un organisme agréé l'étanchéité de tous les caniveaux, de toutes les canalisations et de tous les séparateurs d'hydrocarbures au moins tous les cinq ans.

Il en est de même de l'état de l'aire de ravitaillement et des joints en ce qui concerne l'étanchéité aux hydrocarbures de ceux-ci par rapport au sous-sol.

concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit:

13) En cas de besoin, l'administration de l'Environnement pourra demander un contrôle de la situation acoustique.

concernant la prévention et la gestion des déchets:

14) Sur demande de l'administration de l'Environnement, l'exploitant doit faire vérifier son plan de prévention et de gestion des déchets par un organisme agréé

15) Annuellement et au plus tard pour le 31 janvier, l'exploitant doit faire parvenir à l'administration de l'Environnement un rapport concernant la gestion des déchets de l'établissement (voir chapitre «Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement»).

concernant les activités de recyclage:

le contrôle des activités de recyclage-concassage/criblage:

16) En cas de besoin l'administration de l'Environnement pourra faire procéder dans le cadre des activités de recyclage-concassage/criblage:

- à des contrôles du respect des conditions imposées par le présent arrêté;
- à une évaluation des pollutions résultant des activités de recyclage-concassage/criblage.

les contrôles réguliers des rejets de polluants émis dans l'atmosphère par l'installation de recyclage-concassage/criblage:

17) Les émissions de polluants rejetées dans l'atmosphère par le(s) moteur(s) à combustion interne actionnant l'installation de recyclage-concassage/criblage ou le groupe électrogène doivent être contrôlées régulièrement par un organisme agréé en la matière, à savoir:

- une première fois avant ou lors de la première mise en exploitation de l'installation;
- par la suite tous les trois ans.

Lors de ces contrôles, la conformité de l'installation de recyclage-concassage/criblage avec les exigences du présent arrêté en matière des dispositifs anti-poussières (installation de pulvérisation d'eau, ...) doit être vérifié de même que le bon fonctionnement de ces dispositifs.

les rapports annuels:

18) Annuellement et au plus tard pour le 31 janvier, l'exploitant doit faire parvenir à l'administration de l'Environnement un rapport indiquant pour chacune des périodes pendant lesquelles il a été procédé au recyclage de matières inertes

- la durée des activités recyclage-concassage/criblage (date de début et de fin de chaque période);
- les coordonnées exactes de(s) l'exploitant(s) de(s) l'installation(s) de recyclage-concassage/criblage;
- la quantité de matières inertes traitées.

concernant les analyses relatives à un fonctionnement anormal (sinistre) de l'établissement:

les contrôles périodiques:

19) Le fonctionnement correct des installations / équipements de protection contre l'incendie doit être contrôlé au moins une fois par an par une entreprise spécialisée.

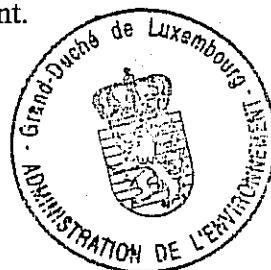
XII) Intégration de l'établissement dans le paysage:

1) L'établissement et les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, doivent être aménagés et maintenus dans un état de propreté adéquate.

2) Sans préjudice des exigences de l'administration des Eaux et Forêts et/ou de l'administration des Ponts & Chaussées, l'intégration de l'établissement dans le paysage (plantations, engazonnement,...) doit se faire conformément aux indications contenues dans le dossier de demande.

XIII) Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident:

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement, l'exploitant doit avertir sans délai la Protection Civile. Il doit en outre avertir dans les plus brefs délais possibles, par des moyens appropriés (téléfax) l'administration de l'Environnement. Il fournira à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.



XIV) Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement:

L'exploitant doit désigner une personne de contact chargée des questions d'environnement et un remplaçant de ce dernier qui devront à tout moment pouvoir fournir les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms de la personne de contact et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'administration de l'Environnement au plus tard le jour du début des activités. Toute substitution quant à la personne de contact ou à son remplaçant doit être signalée sans délai à l'administration de l'Environnement.

Article 2: Le présent arrêté est transmis à l'Inspection du Travail et des Mines aux fins de notification au demandeur conformément aux prescriptions de la loi modifiée du 9 mai 1990.

Article 3: Un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif par un avocat à la Cour. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision.

Pour le Ministre de l'Environnement,
Le Secrétaire d'Etat


Eugène BERGER

